

Un demi-million \$ pour la poursuite des recherches au GEIGER



J.A. Martin

Cinq professeurs, membres du GEIGER (groupe d'études interdisciplinaires en géographie et environnement régional) de l'UQAM, ont obtenu près de 540 000 \$ en subventions de recherche. Ce sont, de gauche à droite, Benoît St-Onge, professeur de géographie, Bertrand Mareschal, professeur à l'Université libre de Bruxelles et collaborateur du groupe, Yann Roche, professeur de géographie, Sylvain Lefebvre, professeur associé au groupe ainsi que Jean-Philippe Waaub, directeur du groupe.

Cinq professeurs, tous membres du GEIGER (groupe d'études interdisciplinaires en géographie et environnement régional), ont obtenu, à titre individuel et collectif, une somme de 540 000 \$ pour le financement de leurs travaux de recherche. Ces subventions, qui s'échelonnent progressivement sur les cinq prochaines années, proviennent principalement

du Conseil de recherche en sciences naturelles et génie du Canada (CRSNG), du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), du ministère des Ressources naturelles du Canada ainsi que de la Commission de développement de la région de Mirabel.

«Il va de soi, déclare avec beaucoup d'enthousiasme le directeur du

GEIGER, Jean-Philippe Waaub, que tout cet argent va nous aider grandement à maintenir et même à développer nos deux principaux axes de recherche».

En effet, selon les propos du professeur Waaub, le programme de recherche du groupe portera essentiellement sur les aspects suivants: l'aide à la décision et les systèmes d'information géographique ainsi que le développement local et régional.

Dans le premier cas, on prévoit explorer trois grands thèmes: la gestion forestière (conception de logiciels intégrés d'aide à la décision, par exemple, pour l'analyse spatiale à partir des systèmes d'information géographique); l'analyse des bassins versants, c'est-à-dire l'unité territoriale qui alimente un cours d'eau, et ce, dans la même optique que la gestion forestière; finalement, la gestion des catastrophes environnementales en vue de développer des outils d'analyse spatiale pour les mesures d'urgence.

Dans le second cas, l'équipe de chercheurs travaillera également sur

voir *GEIGER* en page 8

À l'UQAM

Plus de 60 % des étudiants sont ... des étudiantes!



Mme Francine Descarries, professeure et directrice des études de cycles supérieurs en sociologie.

La présence des femmes à l'UQAM n'a cessé de croître ces dernières années, à un point tel qu'aujourd'hui elles constituent la majorité des effectifs étudiants, et ce tous cycles confondus. En effet, selon les informations obtenues du Registrariat, 22 991 étudiantes se sont inscrites au trimestre d'automne 1997 comparativement à 14 404 étudiants, ce qui signifie, en d'autres termes, que 61,5 % de la clientèle est féminine! Largement majoritaires au premier cycle (62,8 %), les étudiantes sont également plus nombreuses à poursuivre une formation de deuxième (51,6 %) et de troisième (55,4 %) cycles. Bien que la féminisation des effectifs soit des plus prononcée à l'UQAM, il s'agit là d'une tendance à l'oeuvre dans l'ensemble des uni-

versités québécoises. Les données rendues publiques par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) sont, à cet égard, révélatrices: en 1997, 57,2 % des inscriptions pour l'ensemble des établissements d'enseignement universitaire étaient le fait des femmes!

Une victoire pour les femmes...

Francine Descarries, professeure au département de sociologie, voit dans ce phénomène, «un des effets heureux des luttes menées par le mouvement des femmes au Québec». L'entrée massive des femmes dans les universités, et la relative rapidité avec laquelle elles en sont arrivées à la parité aux cycles supérieurs, peu-

voir *Femmes* en page 8

Centre de recherche en gestion

Et les conditions de vie au travail, ça boume?

Quelles sont les interrelations existant entre, d'une part, les logiques et les stratégies des acteurs organisationnels et institutionnels et, d'autre part, les conditions de vie au travail? Voilà «la grande question» qui préoccupe une équipe de cinq chercheurs issus de champs disciplinaires différents mais enseignant tous en sciences administratives à l'UQAM. Diane Berthelette (anthropologue et directrice de l'équipe*), Ginette Legault (politologue), Claudette Ross (droit et relations industrielles), Gilles Simard (sociologue) et Carole Lamoureux (psychologue) ont en effet décidé de mettre en commun leurs compétences et leurs ressources afin de proposer une

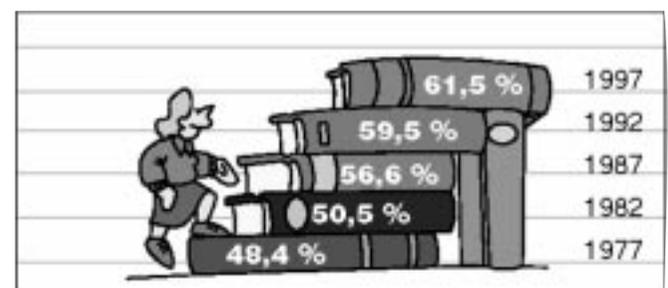
Sylvie Trépanier



Sont réunis, sur la photo, les cinq membres du Groupe de recherche sur les conditions de vie au travail, tous professeurs au département des sciences administratives. À l'avant-plan, Claudette Ross, Carole Lamoureux et Ginette Legault. À l'arrière-plan, la responsable de l'équipe, Diane Berthelette, accompagnée de Gilles Simard.

voir *Gestion* en page 7

Évolution de la population étudiante féminine à l'UQAM



* À partir des données obtenues du Registrariat de l'UQAM quant au pourcentage de femmes au sein de la population étudiante globale, tous cycles confondus, lors des sessions d'automne de 1977 à 1997.

Lettres à L'UQAM

Petite mise au point du printemps

Depuis sa naissance, l'UQAM a connu une histoire bien particulière. Entre autres, elle a toujours su se remettre en question. En tant que lieu par excellence des débats intellectuels, on ne peut que s'en féliciter. Mais il vient un temps où l'arbre tend ses fruits mûrs, prêt à en produire de meilleurs encore.

Au cours des 18 derniers mois, notre université a vécu la mise en oeuvre d'un énorme chantier qui vise à rendre l'institution plus actuelle et ce, tout en conservant ses couleurs démocratiques et humaines qui font l'envie de plusieurs. Étant inspirées, à l'origine, par la somme des réflexions des 20 dernières années, les tables de travail ont été ouvertes à tous les acteurs de la communauté uqamienne. Conviés à se prononcer sur ce qu'ils croyaient être des changements nécessaires, tous les groupes et toutes les instances ont eu le loisir de s'exprimer. Réunis à l'intérieur de différents comités dont les objectifs furent déterminés collectivement, nous nous sommes parlés, écoutés, parfois tirillés et souvent compris. Quelques consensus et plusieurs compromis, obtenus dans la construction d'une nouvelle vision commune, nous ont donné les rapports du Comité du changement et du Comité des suivis qui, entre autres, ouvrent maintenant la voie à une décentralisation académique souhaitée depuis longtemps. Cependant, des discussions sur une éventuelle décentralisation administrative s'avèrent essentielles.

Aujourd'hui donc, les étudiants, les chargés-es de cours, les employés-es de soutien et plusieurs professeurs-es regardent le changement en devenant avec optimisme. Toutefois, même si on voit l'avenir avec espoir, tout n'est pas terminé, loin de là. Plusieurs secteurs restent à se constituer, le nouveau cheminement critique des programmes reste à être confirmé, la commission des études et ses instances doivent se redéfinir, et tout ce réaménagement devra vivre pour finalement s'ajuster. Et nous ne parlerons pas ici du nécessaire débat qui devra se tenir sur le rôle et la nature de notre université dans le paysage québécois. Bref, per-

sonne ne croit avoir dit son dernier mot.

À ce propos, le rôle et la tâche des nouveaux doyens de secteur ne sont pas encore déterminés. Qui plus est, la question fait actuellement l'objet d'une large consultation auprès de la communauté uqamienne. Dans cette optique, nous considérons la prise de position du SPUQ sur le statut du doyen pour le moins prématurée. En discuter en vue de s'en faire une opinion, c'est normal et c'est sain. Mais pour prendre une décision éclairée, encore faut-il avoir en main tous les éléments nécessaires à une bonne évaluation de la problématique. Or, sans savoir concrètement quels seront le rôle et la tâche de ce doyen et ce, sans oublier son mode de nomination qui implique son imputabilité, comment peut-on en déterminer définitivement le statut ? Il y a un temps pour chaque chose.

Nous croyons fermement que la mise en commun de nos forces et de nos visions nous a permis, jusqu'à présent et même si ce n'est pas toujours facile, de mettre en place les bases qui nous permettront d'élaborer un projet collectif pour l'UQAM des 20 prochaines années. D'ailleurs, cette manière de faire ouvre des pistes de réflexion que nous n'aurions peut-être pas envisagées autrement. Lors du dernier Forum universitaire, nous avons pu constater l'efficacité de notre approche, l'esprit de communauté qui en découle et l'envie qu'elle suscite chez nos collègues des autres institutions. Aussi, nous souhaitons poursuivre dans cette voie afin de ne pas manquer cette rare chance qui s'offre à nous de construire une université à notre image.

En le situant dans sa juste perspective, nous espérons ainsi contribuer positivement au cheminement actuel de la communauté uqamienne.

Karine Farrell, ADEESE-UQAM
François Robert, AGEsshalcUQAM
Jean-Paul Merliot, AEESG-UQAM
Michel Buczynski, AEES-UQAM

En appui,
Murielle Binette, SCCUQ
Suzanne Amiot, SEUQAM

Le personnel de soutien est encore discriminé

Le personnel de soutien est encore discriminé. En effet, dans son édition du 20 avril dernier, L'UQAM consacrait ses pages centrales aux réactions de la rectrice de l'UQAM, du président du SPUQ et de la présidente du SCCUQ à l'égard du Rapport Marois, mais négligeait de présenter l'opinion du Syndicat des employées et employés de l'UQAM.

Certains pourraient croire que les questions traitées dans le Rapport Marois n'intéressent en rien le personnel de soutien ; nous affirmons vigoureusement le contraire. Les membres du SEUQAM, ainsi que leurs représentantes et représentants, ont participé et continuent toujours de participer activement, dans divers

forums tant à l'UQAM qu'au niveau provincial, aux discussions portant sur la mission de l'université, l'accessibilité aux études universitaires, la formation et l'encadrement des étudiants, l'amélioration des services, etc. Notre présence au Forum universitaire d'avril, au Sommet universitaire l'an dernier et à la Commission sur les États généraux de l'éducation, par exemple, témoignent de notre participation assidue aux débats en cours. Malheureusement cela est oublié, de même que le rôle essentiel du personnel de soutien dans la vie universitaire.

Comme le soulignait si bien la rectrice, la participation des différents personnels à la vie universi-

taire est un élément absent du Rapport Marois. Il est regrettable que le journal institutionnel ait choisi de copier l'attitude méprisante de la ministre de l'Éducation du Québec à l'égard du personnel de soutien et de passer sous silence sa participation à la vie universitaire.

Espérant qu'à l'avenir L'UQAM ait une politique éditoriale conforme à l'éthique journalistique, comme on l'enseigne en communication.

Roland Côté, vice-président,
pour le Comité exécutif du SEUQAM

Nouvelles de l'Inde! Un projet d'étude bien bouclé...

Vous rappelez-vous les *Pèlerins du savoir*, ce groupe de 18 étudiants de l'UQAM provenant de différentes orientations disciplinaires et préparant une session d'étude en Inde? Ils sont bel et bien partis le 5 février dernier pour séjourner deux longs mois sur le sous-continent sud-asiatique. Ils ont alors visité différents sites de pèlerinage hindous, bouddhistes, jaïns ainsi que sikhs; ils ont dormi aussi bien dans de somptueux palais de *maharajas* que dans de modestes hébergements pour pèlerins. De plus, ils ont participé à différentes foires religieuses afin d'observer diverses manifestations

ascétiques; ils ont suivi le Gange de Bénarès à ses sources où les attendait la *Kumbhamela*, le plus grand pèlerinage du monde, attirant près de 12 millions de personnes! Le 6 avril dernier, à Hardwar, au nord de l'Inde, se terminait ce formidable périple. Quelques participants sont revenus au pays alors que la majorité d'entre eux décidèrent de prolonger leur séjour en terre indienne. Cependant, tous seront de retour le 14 juin prochain.

Comment résumer ce voyage qui fut un succès incroyable? En septembre ou octobre prochain, nous

vous inviterons donc à partager nos meilleurs moments au moyen d'une exposition photographique et d'une présentation de diapositives. D'ici là, et pour vous mettre la puce à l'oreille, allez visiter le site des *Pèlerins du savoir* au (<http://www.unites.uqam.ca/pelerin>) [sous la rubrique *Des nouvelles de nos pèlerins*] où nos impressions vous attendent. Merci à toute la communauté uqamienne qui a permis la réalisation d'une enrichissante et inoubliable expérience pédagogique.

Mathieu Boisvert
Directeur des études de cycles supérieurs
Département des sciences religieuses



À L'OCCASION DE CE DERNIER NUMÉRO DE L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 1997-1998, L'ÉQUIPE DU JOURNAL TIENT À REMERCIER TOUTS SES FIDÈLES LECTEURS ET LECTRICES DE LEUR INDÉFACTIBLE SOUTIEN.

Les membres de la rédaction: Claude Gauvreau, Michel Léon Saint-Laurent, Céline Séguin et Claire Boulerice; le graphiste, Pierre Faucher; les photographes: Jean A. Martin, Sylvie Trépanier, Suzanne Rochette et Arold Blanchet; le représentant publicitaire, Rémi Plourde, la secrétaire Diane Hébert ainsi que le directeur Jean-Pierre Pilon vous souhaitent une agréable période estivale.



IN MEMORIAM Stanley Bréhaut Ryerson 1911-1998



Intellectuel engagé, Stanley B. Ryerson débuta sa carrière de professeur, au département d'histoire de l'UQAM, en 1972. Il y donna des cours sur l'histoire du Canada, la théorie de la connaissance et le marxisme tout en publiant de nombreux articles sur l'histoire des travailleurs, la question nationale ainsi que les idéologies. En 1992, un an après sa retraite, il reçut le titre de professeur émérite. Une cérémonie commémorative a eu lieu à l'UQAM récemment.

VITE LU

Deux bourses à des étudiantes

Kerline Joseph et Grace Li Xiu Woo, toutes deux inscrites au programme de maîtrise en droit (concentration en droit international) de l'Université du Québec à Montréal, ont récemment obtenu les Bourses d'excellence Samuel Bécancour Hart (édition 1997) remises par le Centre

de Recherche-Action sur les relations raciales (CRARR).

Ces deux bourses d'excellence, d'un montant de 1 000 \$ chacune, sont annuellement octroyées à des étudiants issus de communautés ethnoculturelles et autochtones, poursuivant des études de droit, afin de les encourager, entre autres, à se spécialiser dans le domaine des droits à l'égalité.

L'UQAM

Éditeur

La direction du service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888, Succ. «Centre-ville»
Montréal, Qué., H3C 3P8

Service de l'information interne

Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: service de l'information interne

Tél.: 987-6177
Télécopieur: 987-0306
Local J-M330

Adresse électronique:
JOURNAL.UQAM@UQAM.CA
Version W3: <http://www.medias.uqam.ca/si967/JOURNAL/Journal.html>

Le service de l'information interne est responsable de la publication de l'UQAM dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.

Publicité:

Rémi Plourde: 987-4043
secrétaire Diane Hébert 987-6177

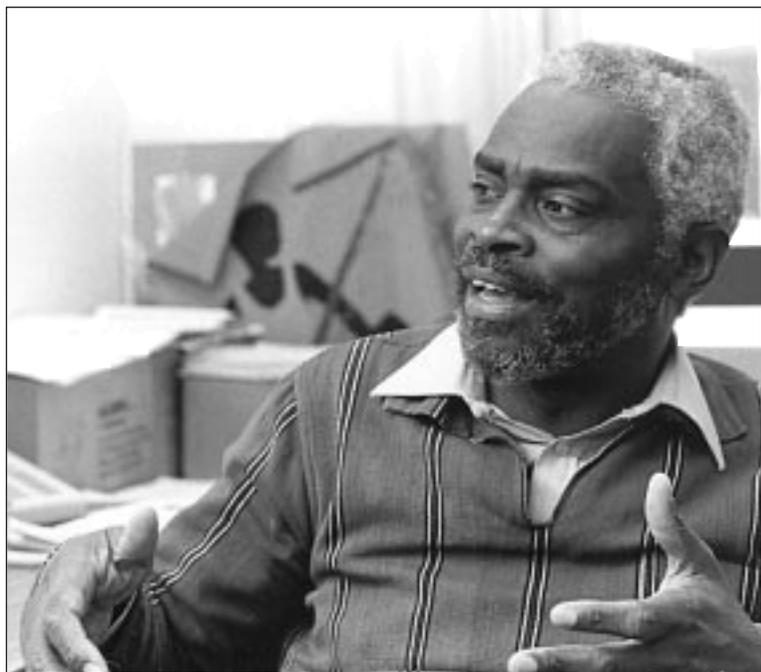
Imprimerie: Payette et Simm
Mise en page: Centre de graphisme/SIRP

Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

Services en santé mentale

Le logement, un facteur important d'intégration



M. Henri Dorvil, professeur au département de travail social.

premier pas vers la marginalisation: on n'existe nulle part, on n'est rien», d'expliquer M. Dorvil.

L'équipe de recherche dressera le bilan de la mise en place des conditions visant à permettre à toute une catégorie de citoyens aux prises avec des incapacités fonctionnelles de vivre en logement. Dans ce domaine, rappelle M. Dorvil, plusieurs modèles ont été développés pour répondre à la grande diversité des besoins: appartement individuel avec soutien adapté, logement partagé avec soins à temps plein, résidence d'accueil, maison de transition, foyer de groupe, etc. «Nous tenterons de comparer entre elles ces différentes formules et d'analyser dans quelle mesure elles ont permis ou non aux différentes personnes de progresser dans la longue marche vers l'apprentissage de l'autonomie et vers l'accès à la citoyenneté».

À noter que les chercheurs réaliseront des entrevues avec, notamment, des responsables de résidences d'accueil, des préposés aux locataires des logements, des travailleurs communautaires et des usagers des services.

La désinstitutionnalisation

L'accès au logement, souligne M. Dorvil, est une des alternatives à l'hospitalisation et fait partie intégrante du processus de désinstitution-

nalisation en santé mentale. «D'ici l'an 2002, le gouvernement du Québec a l'intention de lancer une nouvelle vague de désinstitutionnalisation en fermant 3 000 lits dans les établissements psychiatriques». En fait, précise-t-il, les services de santé mentale sont engagés dans une démarche de transformation qui touche autant la gestion des ressources que la planification, l'organisation et l'offre même de services. Cette démarche s'inscrit également dans la foulée du virage ambulatoire dont les conditions, toutefois, ne peuvent être identiques dans les services de santé mentale et dans les autres secteurs du système de santé, en raison de la nature particulière des clientèles et de leurs besoins.

Le passage de l'hôpital à la communauté, conclut M. Dorvil, représente un enjeu social et impose un

énorme défi, soit l'implantation rapide d'un réseau intégré de services de santé mentale. Des questions importantes qui, rappelle-t-il, pourront faire l'objet de débats lors de la Semaine nationale de la santé mentale au Québec, du 3 au 7 mai.

* M. Paul Morin, intervenant en santé mentale, est associé à M. Dorvil dans cette recherche à laquelle participent également deux étudiants de l'UQAM.

** M. Dorvil a aussi participé à la rédaction d'un rapport de recherche du Comité de la santé mentale au Québec (CSMQ) qui fut remis au ministère québécois de la Santé et des Services sociaux. Le rapport s'intitule *Défis de la reconfiguration des services de santé mentale. Pour une réponse efficace et efficiente aux besoins des personnes atteintes de troubles mentaux graves.*

En quoi le logement peut-il constituer une forme d'intégration sociale pour les personnes atteintes de troubles mentaux ou de déficience intellectuelle? Telle est la question centrale à laquelle tentera de répondre un groupe de chercheurs* dirigé par M. Henri Dorvil, professeur au département de travail social à l'UQAM**. L'équipe de recherche, dont les travaux débiteront l'automne prochain, vient de recevoir,

pour les deux prochaines années, une importante subvention du Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS).

Les objectifs de la recherche

Selon M. Dorvil, l'accès à un logement et l'insertion au travail représentent sans doute les facteurs les plus importants d'intégration sociale. «Avoir une adresse, c'est acquérir une identité sociale. Aussi, l'absence de logement constitue un

Sciences et technologies

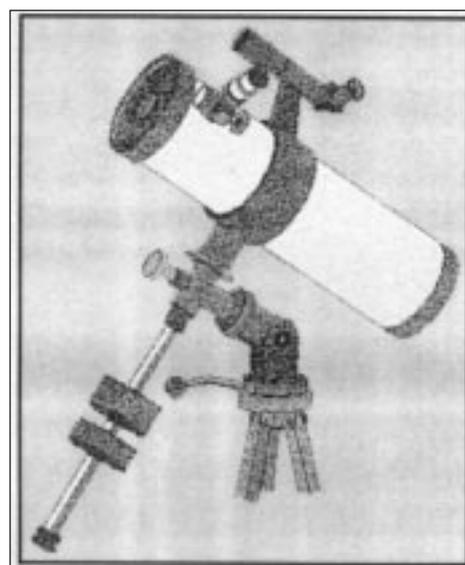
Création d'un observatoire

Deux chercheurs du réseau de l'Université du Québec, Benoît Godin et Yves Gingras, viennent de fonder l'Observatoire des sciences et des technologies (OST). Ce dernier aura pour mission le développement d'indicateurs informatiques et statistiques afin de mesurer l'évolution de la science et de la technologie au Canada et de répondre ainsi aux demandes d'organismes publics, de ministères et d'universités.

Doté d'un budget initial de 100 000 \$, l'Observatoire a créé un consortium qui compte déjà plus d'une vingtaine de partenaires universitaires et gouvernementaux qui financeront annuellement son infrastructure et participeront aux divers travaux de recherche.

L'équipe de l'Observatoire se compose de quatre professeurs, tous

membres du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (Yves Gingras, histoire-UQAM; Benoît Godin et Michel Trépanier, INRS; Robert Dalpé, UdeM) et de deux assistants diplômés du programme STS (Science-Technologie-Société) de l'UQAM.



Chaire Philippe-Pariseault

La SOQUIA se joint aux partenaires

Le président et directeur général de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), M. Lucien Biron, a octroyé récemment un montant de 10 000 \$ à la Fondation de l'UQAM pour le financement des travaux de la Chaire Philippe-Pariseault de formation en mondialisation des marchés de l'agro-alimentaire. La SOQUIA, une société d'état fondée en 1975, se joint ainsi aux 10 partenaires de la Chaire dont la mission principale consiste à tisser des liens étroits et privilégiés entre l'Université et le milieu des affaires ainsi qu'à développer des applications concrètes ayant des retombées significatives sur l'économie québécoise, plus particulièrement en ce qui concerne le marché de l'agro-alimentaire. Précisons que la SOQUIA sera représentée au Conseil d'administration de la Chaire par son directeur des investissements, M. Hubert Carrier.

Par ailleurs, la Chaire Philippe-Pariseault remettra prochainement six bourses d'excellence à des étudiants de cycles supérieurs dont les travaux portent plus spécifiquement



Dans l'ordre habituel, M. Hubert Carrier, directeur des investissements à la SOQUIA, M. Michel Librowicz, titulaire de la Chaire Philippe-Pariseault et professeur au département des sciences administratives, et M. Gil Desautels, vice-président et directeur général de la Fondation de l'UQAM

sur les marchés de l'agro-alimentaire. Trois étudiants de l'UQAM figurent parmi les lauréats, soit Jan Propeck, étudiant au doctorat en administration (5 000 \$) ainsi que Guy Lebel (3 000 \$) et Céline Combe (3 000 \$), tous deux étudiants au programme de MBA recherche. Notons

que la remise des prix se fera dans le cadre de l'assemblée générale annuelle du Club Export Agro-alimentaire du Québec qui aura lieu le 8 juin prochain à l'Hôtel des gouverneurs.

Le fisc: un outil pour calibrer le social?

C'est le 8 mai prochain que se tiendra, à l'UQAM, la 9e Journée de droit social et du travail, laquelle aura pour thème «la gestion du social par la fiscalité». Organisé par la maîtrise en droit social et du travail, ce colloque s'interrogera sur la tendance de l'État «à utiliser de plus en plus le fisc pour calibrer le social et introduire une sorte de test monétaire préalable à la reconnaissance des besoins et des droits» et ce, dans tous les domaines. Plus précisément, les participants seront conviés à une discussion s'articulant autour du double questionnement suivant: «Assistons-nous actuellement à une fiscalisation des politiques sociales? Et si oui, quelles en sont les conséquences?»

En début de journée, trois conférences sont au menu de manière à poser quelques balises pour mieux encadrer la réflexion. Les sujets

abordés? L'économie des politiques sociales, la nouvelle gestion de la pauvreté ainsi que la fiscalité et les rapports de travail: le cas des régimes de retraite. En après-midi, une plénière est prévue afin que les participants puissent mettre en commun le fruit de leurs expériences dans les multiples champs où intervient le phénomène de la fiscalisation: famille, vieillesse, chômage, logement, sécurité du revenu, services médicaux, éducation, etc.

Ce colloque s'adresse aux étudiants, aux professeurs et aux intervenants de divers milieux qui manifestent un intérêt pour les questions liées aux droits des salariés et des personnes démunies. Pour information: (514) 987-3903. À noter que les étudiants peuvent s'inscrire au colloque en se rendant au secrétariat de la maîtrise en droit social et du travail, au local W-2005.

Congrès de la Société d'économétrie

Un rendez-vous pour les économistes des cinq continents

La Société d'économétrie, une des plus prestigieuses sociétés savantes en sciences économiques, tiendra son Congrès nord-américain à l'UQAM, du 25 au 28 juin prochains. «La Société d'économétrie, de préciser M. Pierre Lasserre, professeur en sciences économiques à l'UQAM et responsable de l'organisation de l'événement, tient chaque année en Europe, en Asie et en Amérique du Nord des congrès que l'on peut qualifier un peu ironiquement de régionaux. Ironiquement parce que le congrès régional qui a lieu ici cette année attirera et accueillera les plus grands chercheurs mondiaux».

Environ 400 participants, venus des cinq continents, sont attendus à ce Congrès qui leur offrira des ses-

sions simultanées sur des thèmes aussi exotiques que leur pays d'origine: dynamique des relations d'agence; identification nonparamétrique et semiparamétrique; macroéconomie ouverte; marchés de l'emploi et chômage, pour ne nommer que ceux-là. En outre, cinq communications de prestige seront présentées en sessions plénières à la salle Marie Gérin-Lajoie. Parmi les conférenciers invités, on retrouve MM. Peter Howitt (Ohio State University), Lars Hansen (University of Chicago), Hervé Moulin (Duke University), Jean Tirole (président de la Société d'économétrie, Université de Toulouse) et Adrian Pagan (Australian National University).

Ajoutons que l'organisation du Congrès est assumée par le Centre

Interuniversitaire de Recherche en Analyse des Organisations (CIRANO). Outre les locaux mis à leur disposition par l'UQAM, les organisateurs, Marcel Boyer (UdeM/Ecole Polytechnique) et Pierre Lasserre (UQAM) reçoivent l'appui financier des principaux centres de recherche universitaires montréalais - CIRANO, CRDE, CREFE, Chaire JARIS-LOWSKI - et de plusieurs organismes privés et publics. Mentionnons par ailleurs que de nombreux étudiants travaillent à l'organisation et au bon déroulement du Congrès. Enfin, on notera que le programme ainsi que les détails sur les inscriptions et les conditions de participation au Congrès sont disponibles sur le web à l'adresse: (<http://www.cirano.umontreal.ca/nasm98>).

À l'UQAM du 19 au 22 juin

Congrès international de la History of Economics Society

Du 19 au 22 juin prochains, se tiendra à l'UQAM, et pour la première fois à Montréal, le congrès annuel de la *History of Economics Society* (HES) qui réunira plus de 200 personnes.

Selon M. Robert Leonard, co-organisateur du Congrès et professeur au département des sciences économiques de l'UQAM, près de 160 communications seront présentées par des spécialistes dans le domaine de l'histoire de la pensée économique. Ces derniers proviennent non seulement du Canada mais

aussi d'un peu partout à travers le monde: États-Unis, Australie, Japon, Mexique, Brésil, Italie, Portugal, France, Israël, etc. À noter que deux professeurs de l'UQAM, M. Leonard et M. Gilles Dostaler, du même département, interviendront à titre de conférenciers.

Le rôle des gouvernements dans la vie économique, les théories de quelques grands penseurs comme Smith, Ricardo ou Keynes, complexité et méthode économique, etc., comptent parmi les nombreux thèmes qui seront abordés au cours des



M. Robert Leonard, professeur au département des sciences économiques.

séances de discussion. Celles-ci se tiendront dans les locaux du pavillon des Sciences de la gestion.

«Le Congrès, de souligner M. Leonard, vise, d'une part, à faire le point sur l'état d'avancement des recherches en matière d'histoire de la pensée économique et, d'autre part, à permettre aux chercheurs et experts, qui souvent travaillent de manière isolée, d'échanger et de débattre entre eux». Quant aux étudiants, ajoute-t-il, en particulier ceux en économie, ils auront la chance de rencontrer des spécialistes et de discuter avec eux.

La mode sous toutes ses coutures

Tandis que les designers et mannequins québécois faisaient la une au lendemain du gala de La Griffée d'Or, l'École supérieure de mode de Montréal tenait, pour sa part, un premier colloque universitaire sur le sujet. Cette rencontre, selon Marcel Samson, directeur de l'École, visait deux objectifs: «d'une part, réfléchir aux différents aspects de la mode à l'aube du troisième millénaire et, d'autre part, mieux faire connaître l'École auprès des gens du milieu».

Voici quelques-uns des questionnements qui ont retenu l'attention des conférenciers: Quelles sont les logiques de pensée de ceux qui créent, diffusent ou suivent la mode? Alors qu'environ dix millions de *baby-boomers* canadiens atteindront bientôt la cinquantaine, ne devrait-on pas adapter davantage la mode aux besoins et aux goûts des aînés? Quel style de vêtements permettrait d'éviter l'inconfort dans le con-

texte du travail sédentaire en posture assise? Vu les limites imposées par la démographie mondiale et par la disponibilité des produits, quelles sont les réelles possibilités qu'offre la nature pour la production de textile? Assiste-t-on, à l'aube de l'an 2000, à un retour aux formes initiales des vêtements qui visent à donner une liberté absolue au corps? Enfin, précisons que lors de ce colloque, deux étudiantes de l'École ont présenté quelques pièces de leurs collections, parmi lesquelles figuraient notamment une chasuble et des vêtements inspirés du pagne.

À noter qu'environ 150 personnes ont assisté à l'événement qui avait pour invité d'honneur le président du Groupe San Francisco, M. Paul Roberge. Ce dernier a d'ailleurs profité de l'occasion pour dévoiler son projet de créer, à Montréal, le «magasin grande surface le plus spectaculaire en Amérique» et pour inviter, du même coup, les partenaires de l'École, soit l'UQAM et le Groupe Collège Lasalle, à discuter d'une éventuelle formule de stages à offrir aux étudiants.



Dans le domaine du théâtre

Ententes de coopération entre l'UQAM et deux universités en Espagne



Sylvie Trépanier

MM. Georges Laferrière et Claude Sabourin, professeurs au département de théâtre à l'UQAM.

L'UQAM signait récemment des protocoles d'entente cadre, d'une durée de trois ans, avec deux universités en Espagne, soit l'Université Ramon Llull* dans le domaine du théâtre social et l'Université de Valence dans celui du théâtre-éducation. Les deux protocoles visent à préciser la portée de la coopération, à faciliter et à intensifier les échanges déjà amorcés entre les partenaires. Ils sont également ouverts aux professeurs de toutes disciplines qui voient un intérêt à développer des projets de collaboration. Les personnes qui seront responsables de veiller à l'application des ententes et à la coordination des activités de coopération sont MM. Georges Laferrière, professeur au département de théâtre à l'UQAM, et M. Tomas Motos de l'Université de Valence, ainsi que Mme Anna Forés Miravalles de l'Université Ramon Llull.

Comme l'expliquent M. Laferrière et son collègue M. Claude Sabourin** du même département, la collaboration, de façon générale, pourra prendre les formes suivantes: réalisation de projets de recherche conjoints; échanges de professeurs et d'experts pour des missions d'enseignement et de formation; réalisation de stages d'études et de perfectionnement pour des étudiants; publications conjointes et échanges d'expériences quant à la méthodologie de travail et l'organisation académique. Ces différentes activités viendront officialiser des liens établis depuis quelques années. Par ailleurs, il existe déjà trois projets de recherche qui réunissent des professeurs des deux universités espagnoles et de l'UQAM. «Une première recherche, de souligner M. Laferrière, portera sur la terminologie utilisée dans le champ du théâtre et de l'éducation, la deuxième traitera des langages expressifs de l'émotion à travers le corps et la voix, et la troisième abor-

dera la production théâtrale en milieu scolaire».

Fait à noter, ajoutent MM. Laferrière et Sabourin, certaines recherches impliqueront non seulement des étudiants, de deuxième cycle notamment, mais aussi des professeurs provenant de disciplines autres que théâtre: musique, arts visuels, danse et arts plastiques. Ils insistent également sur le caractère original des programmes offerts par le département de théâtre à l'UQAM et sur l'intérêt qu'ils peuvent représenter pour les partenaires espagnols. «À l'UQAM, précise M. Laferrière, nous formons des personnes qui réfléchissent sur le théâtre en

tant qu'objet ou médium, un théâtre qui possède des vertus pédagogiques pouvant contribuer à la formation des individus. Enfin, nous nourrissons le théâtre professionnel en suscitant l'intérêt des jeunes à l'école».

Autre exemple pour illustrer les possibilités de coopération entre les trois universités, des peintures sur papier réalisées par M. Sabourin étaient présentées, en mars dernier en Espagne, dans le cadre d'une exposition intitulée *L'être entrouvert*. À la recherche d'un langage expressif de l'émotion sur le plan pictural, les portraits de personnages et les dessins de masques de Claude Sabourin se situent à la jonction des arts plastiques et du théâtre. Signalons que cette exposition devrait circuler, éventuellement, dans d'autres villes d'Espagne.

* L'Université Ramon Llull est située dans la ville de Barcelone.

** Professeur au département de théâtre à l'UQAM, M. Claude Sabourin est aussi un artiste multidisciplinaire qui s'intéresse à la fois à la scénographie, aux décors de théâtre et aux arts visuels.

Nouvelles technologies d'information et transport routier au Québec



Sylvie Trépanier

Dans l'ordre habituel, Jacques Roy et Téodor Gabriel Crainic, tous deux professeurs titulaires au département des sciences administratives de l'UQAM, responsables d'un programme de recherche sur le transport routier de marchandises au Québec. Était absent au moment de la photo, leur collègue du même département et aussi co-responsable du programme, Yves Nobert.

Dans une étude récente, une équipe composée de trois professeurs du département des sciences administratives de l'UQAM, soit Jacques Roy, Yves Nobert et Téodor Gabriel Crainic, a dressé un profil de l'usage des nouvelles technologies d'information (NTI)* dans l'industrie québécoise du transport routier de marchandises.

«En menant cette étude, nous avons donc voulu mesurer les impacts des nouvelles technologies dans l'industrie québécoise en termes de coûts d'exploitation, de niveaux de services, d'organisation ainsi que de relations entre intervenants», précise Jacques Roy.

Pour ce faire, les trois chercheurs sont partis d'un *a priori*: l'industrie québécoise du camionnage accuse certes un retard dans l'usage de nouvelles technologies d'information (NTI), notamment par rapport aux États-Unis, mais il peut exister des entreprises ayant un rôle de leader dans l'acquisition d'innovations technologiques. Et pour véritablement connaître l'état des lieux, on a préparé un questionnaire axé sur trois grandes dimensions: le degré d'utilisation actuelle et anticipée des NTI et des logiciels de planification; les motifs et les contraintes quant à l'usage de ces NTI; les conséquences des technologies d'information sur les frais d'exploitation et la qualité des services offerts par les transporteurs.

Ainsi, 270 entreprises de transport routier de marchandises, ayant leur siège social au Québec et étant membres de l'Association de camionnage du Québec, ont reçu ce questionnaire**. Elles avaient été choisies en fonction de plusieurs facteurs dont leur taille (entreprises de moins de 100 employés et entreprises de plus de 100 employés) et leur type de transport routier (local, intra-provincial, interprovincial et transfrontalier).

Selon le professeur Roy, ce qu'il faut principalement retenir des résul-

tats obtenus peut se résumer à quatre importantes constatations: premièrement, les technologies les plus modernes - positionnement par satellite et commerce électronique, par exemple - sont sous-utilisées au Québec par rapport à la moyenne nord-américaine mais elles pourraient connaître un essor rapide d'ici l'an 2 000; deuxièmement, les entreprises ont d'abord recours aux NTI pour améliorer la qualité du service à la clientèle, la réduction des coûts d'exploitation étant une préoccupation plus secondaire. Troisièmement, dans l'utilisation des logiciels de planification, c'est le contraire: on veut avant tout diminuer ces coûts. D'ailleurs, peu importe la taille des entreprises, les motifs pour l'acquisition de technologies nouvelles demeurent identiques. Enfin, compte tenu du fait que pour l'ensemble des entreprises les 10 plus importants clients représentent près de 65 % de leurs chiffres d'affaires, l'emploi de NTI semble favoriser une plus grande proximité client/entreprise, voire mener parfois à des partenariats.

«Oui, il est vrai que l'industrie québécoise du transport routier de marchandises, conclut Jacques Roy, accuse un certain retard dans le domaine technologique. Mais le taux de pénétration des nouvelles technologies d'information et des logiciels de planification se révèle intéressant». Toutefois, prend soin d'ajouter le professeur Roy, les entreprises sont loin de retirer tout le bénéfice souhaité des NTI parce l'on ne parvient pas, pour le moment du moins, à utiliser au maximum tout leur potentiel ou fonctionnalités à des fins de planification et de décision.

* Par nouvelles technologies d'information dans le domaine du transport routier, on entend notamment le positionnement par satellite, l'ordinateur de bord, l'internet, le courrier électronique, l'imagerie, etc.

** En parallèle de l'envoi de questionnaires, des études de cas ont été menées sur des entreprises très ciblées.

Maitrise en gestion de projet

Création de stages internationaux pour finissants et ajout d'une concentration



J. A. Martin

De gauche à droite, nous retrouvons: Denis Thuillier, directeur de la maîtrise en gestion de projet, Gabrielle Lopez, candidate à cette maîtrise et chef de projet-stage international, Jérôme Pesant, responsable du développement des opérations: technologie et méthodes de systèmes ouverts chez Recherche Ericsson Canada, Dominique Morot, président de SETYM international ainsi que Mireille Castonguay, chef d'équipe-recrutement chez Groupe Conseil DMR Inc. Le représentant de Téléglobe était absent au moment de la photo. Ces quatre entreprises offriront des stages internationaux aux finissants de la maîtrise en gestion de projet de l'UQAM.

Ainsi Recherche Ericsson Canada, SETYM international, Groupe conseil DMR et Téléglobe accueilleront, dès cet été, un ou plusieurs stagiaires pour une durée de quatre à huit mois. Ces entreprises les enverront à l'étranger au sein d'une équipe gérant un de leurs projets; elles paieront les frais d'avion et de séjour et verseront également une rémunération aux stagiaires.

«L'objet principal de toutes ces ententes, précise Denis Thuillier, est de mettre à la disposition de nos finissants un tremplin vers l'emploi. C'est-à-dire leur offrir une première vraie expérience de travail en milieu international».

D'autres ententes seront incessamment signées, notamment avec Hydro-Québec international, SOCO-DEVI, CIMA Plus ainsi que le Cirque du Soleil.

Le directeur du programme de maîtrise en gestion de projet, Denis Thuillier, vient de conclure une première série

de quatre ententes avec l'entreprise privée afin d'offrir des stages internationaux aux finissants de ce diplôme de cycle supérieur*.

Les voyages forment la jeunesse ... et les gestionnaires!

Une soixantaine d'étudiants inscrits à l'École des sciences de la gestion s'envoleront bientôt à destination du Chili, de la France et du Maroc afin de compléter leur formation de futur gestionnaire.

Les Écoles d'été

Dès le 6 mai, 20 étudiants du baccalauréat en administration quitteront l'UQAM pour se rendre à l'Université de Santiago, au Chili, afin d'y suivre des cours offerts dans le cadre d'une «École d'été». Selon Francine Rheault, coordonnatrice des activités de formation internationale à l'École des sciences de la gestion, ce projet vise à «sensibiliser les étudiants à divers aspects - culturels, économiques, politiques, technologiques - de la réalité chilienne», le Chili ne pouvant plus, aujourd'hui, être négligé par les gestionnaires québécois.

Le 16 mai, un autre départ pour une «École d'été» est prévu au programme. Trente étudiants également inscrits en administration se rendront alors à l'Université Paul Valéry, à Montpellier, dans le but de faire «de la gestion comparée». Plus précisément, d'expliquer Mme Rheault, après avoir observé les méthodes de gestion utilisées dans une entreprise québécoise, les étudiants seront appelés à répéter l'expérience dans une entreprise de même type, située cette fois en France. Ce projet, d'une durée de cinq semaines, devrait permettre aux futurs gestionnaires de

mieux comprendre les différences managériales et culturelles existant entre la France et le Québec.

Missions en France ...

Enfin, cinq étudiants de l'ÉSG participeront, en compagnie de 13 autres étudiants québécois, à un projet de «Missions commerciales croisées en France». Chapeauté par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) et divers établissements d'enseignement*, cette initiative vise deux objectifs: former des ressources humaines compétentes en commerce international et permettre aux PME du Québec d'explorer les possibilités commerciales outre-Atlantique. Les participants doivent tout d'abord former une équipe technico-commerciale (de deux ou trois étudiants) et trouver une PME intéressée à leur confier un mandat de prospection commerciale en France. Moyennant un financement de 1 500 \$ par étudiant, l'équipe s'engage, durant trois semaines, à sonder le marché français pour le compte de l'entreprise et à déposer un rapport détaillé au retour de la mission.

... et au Maroc

Afin de tirer profit de leur séminaire en gestion internationale, 12 étudiants inscrits au programme de MBA pour cadres s'envoleront, dès le 10 mai prochain, à destination de Casablanca et de Rabat, au Maroc. Le but de ce périple d'une dizaine de jours? «Cette visite poursuit un dou-

ble objectif, explique Gilles Saint-Amant, directeur du D.E.S.S. en conseil en management et l'un des organisateurs du voyage. Nous voulons à la fois former nos étudiants aux dimensions interculturelles de la gestion tout en leur permettant de prospecter le marché marocain pour ainsi le comparer avec ceux du Québec et du Canada».

Aussi la série d'activités quotidiennes se divisera en trois grands moments: le matin, par exemple, il y aura des visites aux chambres de commerce locales; l'après-midi sera consacré à la prospection du marché marocain, les étudiants ayant obtenu de firmes québécoises (génie - informatique - banque) le mandat de les représenter sur place. Enfin, lors des soirées, on organisera en alternance soit des rencontres avec des associations d'étudiants marocains (surtout avec ceux qui ont étudié à l'UQAM), soit des séances d'information commerciale sur les marchés québécois et canadien. «En résumé, conclut le professeur Saint-Amant, nos étudiants apprendront à faire la promotion commerciale de produits québécois et canadiens, et ce, dans un contexte véritablement international».

* Soit l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, l'École des Hautes Études Commerciales, l'École polytechnique de Montréal et l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Par ailleurs, ce même programme de maîtrise en gestion de projet offre désormais une seconde concentration aux étudiants qui y sont inscrits: gestion de projet de technologie d'information dont les tous premiers cours ont été développés durant la présente session.

Cette concentration comprend un ensemble de cinq cours - explorant l'organisation, l'évaluation, la gestion, etc., de projets axés sur la technologie - parmi lesquels l'étudiant doit en choisir quatre. Le tout se complète d'un séminaire d'intégration obligatoire pour tous. La concentration vise à développer les habiletés nécessaires pour la planification, la coordination et le contrôle

de projets d'implantation des systèmes à fort contenu technologique.

«Plutôt que de laisser nos étudiants choisir leur cheminement général en fonction de cours optionnels sélectionnés librement un peu partout à l'extérieur de l'UQAM - ce qui a entraîné d'importantes disparités - , nous leur proposons maintenant, ici même à l'Université, une concentration plus homogène. Et ce, pour le dernier bloc de 15 crédits de leur maîtrise».

* Pour en savoir davantage sur ces nouveaux stages, on communique avec Thérèse Lefebvre au 987-3000, poste 4274.

Sur les traces de la Grèce antique



J. A. Martin

M. Georges Leroux, professeur au département de philosophie, et Mme Janick Auberger, professeure au département d'histoire.

Dans le cadre d'activités créditées, encadrées par des professeurs provenant principalement des départements d'histoire, de philosophie et d'histoire de l'art à l'UQAM, un troisième voyage d'études en Grèce aura lieu du 9 au 23 mai prochains*. Deux professeurs accompagneront le groupe d'une soixantaine d'étudiants, soit M. Georges Leroux (philosophie) et Mme Janick Auberger (histoire).

Ce voyage, qui s'adresse à tous les étudiants de premier cycle de l'UQAM, a pour objectif de leur faire connaître les lieux les plus importants de la culture antique, ainsi que les musées qui leur sont associés. Les sites grecs, choisis selon leur importance historique, sont ceux qui ont vu s'épanouir la civilisation occidentale. Enfin, les étudiants auront également l'occasion de visiter les principaux musées et monuments relatifs à la culture grecque.

Comme l'expliquent M. Leroux et Mme Auberger, tandis que les livres ne fournissent que des fragments de connaissances relativement abstraites, le voyage permettra aux

participants d'avoir un contact direct et concret avec une réalité et un art de vivre sous leurs dimensions à la fois historique, politique et esthétique. Les deux professeurs espèrent que ce séjour stimule l'intérêt pour les études anciennes et pour l'étude des langues grecque et latine.

Avant de partir et afin de bien préparer leur voyage, les étudiants devront s'inscrire à deux cours sur trois offerts par les départements d'histoire, de philosophie et d'histoire de l'art. Ils pourront ainsi se familiariser avec, notamment, les principaux éléments de la mythologie grecque ou encore avec la diversité des modes de création et d'expression artistiques de la civilisation antique. De plus, au retour, des travaux seront à effectuer sous la supervision des professeurs des départements concernés.

* Le Rectorat, le Décanat des études de premier cycle, les Services à la vie étudiante et les secteurs des arts et des sciences humaines ont tous soutenu, d'une façon ou d'une autre, l'organisation de ce voyage.

Chaire UQAM-Concordia en études ethniques

Peut-on comprendre les comportements discriminatoires?

Voici plusieurs années qu'une équipe de recherche, sous la responsabilité de Richard Y. Bourhis, directeur à l'UQAM de la Chaire UQAM-Concordia en études ethniques, mène une série d'expérimentations afin de cerner les facteurs qui peuvent inciter des individus à la discrimination.

«Nous établissons des situations *ad hoc*, explique le professeur Bourhis, avec des étudiants francophones et anglophones de niveaux collégial et universitaire afin de créer de petites sociétés où l'on peut examiner les conditions minimales qui poussent quelqu'un à la discrimination».

L'équipe de chercheurs utilise donc dans ses travaux de recherche le paradigme des «groupes minimaux» qui relève de la psychologie sociale; il s'agit de mettre en place, de manière aléatoire, deux groupes de personnes qui ont une simple tâche à accomplir: distribuer, par exemple, de l'argent aux membres de l'endogroupe* et à ceux de l'exogroupe. Il s'agit alors pour les chercheurs de vérifier si cette catégorisation minimale eux/nous est suffisante pour



Sylvie Trépanier

Richard Y. Bourhis, directeur à l'UQAM de la Chaire UQAM-Concordia en études ethniques et responsable d'une équipe de recherche qui s'intéresse à la nature des comportements discriminatoires.

susciter un comportement discriminatoire.

Il va sans dire que cette mise en situation constitue un important outil

de travail car elle permet, selon les propos de Richard Y. Bourhis, d'éliminer les raisons disciplinaires traditionnelles** qui expliquent la discrimination: il n'y a pas comme tel, par exemple, d'histoire interpersonnelle, de compétition individuelle, d'interaction sociale à l'intérieur des groupes ou entre ces derniers. Bref, souligne le chercheur, «ce sont des conditions expérimentales minimales où l'on pourrait s'attendre à toute absence de discrimination».

Or, après de nombreuses et complexes expériences tablant sur diverses corrélations de variables ou variables indépendantes, l'on a découvert que la discrimination est toujours présente et qu'ainsi les individus ont toujours tendance à favoriser leur propre groupe.

«Ce phénomène, qui apparaît simple, est en réalité fort compliqué. Aussi, souligne le professeur Bourhis, peut-on essayer de le résumer de la manière suivante: les gens sont heureux d'être membres d'un groupe, ce qui vient renforcer positivement leur identité sociale et, par conséquent, cette identification au groupe les incite collectivement à

mieux performer par rapport à l'autre groupe». Conclusion: la discrimination en vient à forger une identité sociale plus forte et favorise l'émergence d'un sentiment d'appartenance de l'individu envers son groupe.

Toutefois, nuance le chercheur, le degré d'identification au groupe - ou sentiment d'appartenance - est également corollaire du degré d'adhésion personnelle à ce même groupe. Adhésion personnelle qui relève d'une autre série de facteurs trop complexes pour être ici développés. Précisons simplement que la force ou la faiblesse relatives de ce sentiment d'appartenance expliqueraient en partie soit les comportements discriminatoires, soit les comportements paritaires ou d'ouvertures aux autres groupes.

«Bien qu'obtenus à modeste échelle, nos résultats, conclut le chercheur, peuvent se transposer sur de vastes ensembles sociaux. Nous sommes alors en mesure de mieux comprendre comment la dynamique d'un sentiment d'appartenance plus ou moins fort induit des comportements collectifs d'intégration ou d'exclusion».

* Pour le professeur Bourhis, l'endogroupe se compose de tous les individus que l'on considère comme membres de notre propre groupe et auquel nous nous identifions. L'exogroupe reflétant alors la situation opposée.

** Qu'elles soient économiques, politiques, sociales, etc.

...Gestion (suite de la page 1)

vision intégrée et interdisciplinaire de la gestion des ressources humaines.

De multiples recherches

Bénéficiant d'un financement** de près de 300 000 \$, l'équipe travaille actuellement au développement et à la mise en oeuvre de plusieurs projets communs. Ces derniers abordent différents aspects des conditions de vie au travail soit (1) la santé physique et psychologique, (2) la sécurité de et dans l'emploi et (3) l'équité. Une première activité de recherche, réunissant Mmes Legault, Ross et Lamoureux, porte sur la mixité et la répartition du pouvoir en négociation collective. «Nous nous intéressons, de dire Mme Legault, à trois dimensions d'analyse, soit les profils de carrière des négociateurs et négociatrices, les stratégies de négociation mises de l'avant et l'impact de ces stratégies sur les conditions de travail». Un autre projet, mené cette fois par Mme Legault et M. Simard, entend pousser plus loin la réflexion sur les conditions de travail des employés de soutien à l'UQAM, en utilisant des données résultant d'une enquête que les deux chercheurs ont déjà menée à l'interne.

Les professeurs Simard et Lamoureux examinent, quant à eux, les cheminements de carrière, notamment dans le cadre du travail atypique, sous une double perspective, objective (stratégies de carrière) et subjective (sens de la carrière). Selon M. Simard, il ne faut pas se faire d'illusions: «la majorité des personnes ayant un emploi atypique sont des *précarisés*, plusieurs sont des *consolidés* (double emploi) et rares sont les véritables *stars*». En outre, d'ajouter Mme Lamoureux, «même les conditions de travail du *solid citizen* se sont détériorées, qu'il s'agisse de l'insécurité en

emploi, des exigences élevées ou du plafonnement des carrières et des salaires. Or, quelles sont les incidences de tout cela sur les travailleurs, les gestionnaires et les organisations?» Enfin, les projets de Mme Berthelette et de Mme Ross questionnent: (1) les liens entre les caractéristiques des organisations et le maintien du lien d'emploi des travailleurs qui ont subi des lésions professionnelles et (2) la remise en cause des stratégies d'action syndicale en santé et sécurité au travail.

Un paradigme commun

«Avec nos multiples projets et nos intérêts divers, affirme M. Simard, nous tentons de tisser une belle toile d'araignée. Cela suppose, évidemment, que nous ayons des référents conceptuels communs». Les membres de l'équipe partagent tous, en effet, une perspective paradigmatique commune qui se situe en filiation avec l'approche critique. Contrairement à la pratique courante en gestion des ressources humaines, leurs analyses situent les acteurs dans un environnement interne et externe qui tient compte des dimensions économique, politique, culturelle, juridique, technique et psychosociale. Leur approche confère en outre une position plutôt volontariste aux acteurs, qu'ils soient dirigeants ou dirigés. «Ce n'est pas parce que nous sommes en gestion, que nous ne nous intéressons qu'aux gestionnaires. Nos travaux prennent aussi en considération les autres acteurs que sont les travailleurs et leurs représentants, le gouvernement, etc.» de conclure Mme Legault.

* Plus exactement, il s'agit du Groupe de recherche sur les conditions de vie au travail.

** Les divers projets menés par l'équipe sont subventionnés, entre autres, par le Fonds FCAR, le CRSR, l'Institut de recherche sur la santé et la sécurité au travail et le PAFARC.

Modifications au programme de premier cycle en économique

Le programme de baccalauréat en économique comportera désormais de nouvelles concentrations rendant ainsi plus claires et plus explicites les choix possibles pour les étudiants. Comme l'explique le directeur du module d'économie, M. Clément Lemelin, «plusieurs étudiants, auparavant, étaient attirés par des cours dans d'autres disciplines comme en sciences de la gestion ou en sciences humaines, aussi la définition de nouvelles concentrations, élément de base de la réforme, vient-elle répondre à leurs préoccupations majeures». L'étudiant qui ne désire pas acquérir une formation maximale en science économique pourra donc choisir l'une des concentrations suivantes: économie appliquée, économie et finance, économie et gestion, économie internationale et économie et politiques publiques.

Le programme, qui donne une formation disciplinaire, est constitué de 14 cours obligatoires (tronc commun) assurant la connaissance des principales théories et de leur évolution, ainsi qu'une maîtrise des instruments et des techniques propres à l'analyse économique. Il offre également des cours à option visant à développer des habiletés d'observation, d'analyse et d'interprétation des problèmes économiques.

La formation acquise par les diplômés devrait leur permettre d'exercer un travail professionnel dans un domaine relié à l'économie dans les milieux industriel, bancaire, financier et gouvernemental ou de poursuivre des études supérieures spécialisées en science économique ou dans une discipline connexe (administration des affaires, finance, fiscalité, administration publique et autres sciences sociales).

M. Lemelin insiste sur l'importance, pour les étudiants, de bien maîtriser au départ des concepts de base (inflation, chômage, théorie de l'offre et de la demande) à travers des cours obligatoires de micro et de macroéconomie, ou des cours d'histoire de la pensée économique. En ce qui a trait aux perspectives d'emploi, après l'obtention du diplôme, M. Lemelin rappelle que la fonction publique ne représente plus une planche de salut comme ce fut le cas par le passé. «Maintenant, c'est dans le privé que ça se passe».

Le directeur du module d'économie reconnaît que le taux de diplômation au premier cycle est particulièrement faible. Mais, ajoute-t-il, «il s'agit là d'un phénomène que l'on retrouve aussi ailleurs, notamment à l'Université de Montréal».



J. A. Martin

M. Clément Lemelin, directeur du module d'économie.

Selon M. Lemelin, plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation, entre autres le fait que le programme, qui n'est pas contingenté, accueille des étudiants ayant été refoulés par d'autres secteurs et pour qui la science économique ne constituait pas le premier choix. Par ailleurs, souligne-t-il, «le programme de baccalauréat est assez exigeant et comporte des objectifs élevés réclamant ainsi un effort considérable de la part des étudiants».

Statut des doyens de secteur

Résolutions adoptées par le SPUQ et le SEUQAM

Les membres du SPUQ et du SEUQAM, lors de leurs deux dernières assemblées générales, ont adopté des résolutions concernant le statut des directeurs ou doyens de secteur.

Du côté du SPUQ ...

À une majorité des deux tiers des voix, l'assemblée générale du SPUQ, qui a réuni 250 membres, s'est prononcée en faveur d'un directeur ou d'un doyen élu par et parmi le corps professoral du secteur. Selon la résolution, le directeur ou doyen doit demeurer membre du corps professoral, conserver tous ses droits rattachés à son statut de professeur, tel que défini dans la convention collective, puiser ses mandats et tenir son autorité du Conseil

académique sectoriel.

Par ailleurs, en ce qui a trait à la contribution professorale aux économies de masse salariale pour 1998-1999, l'assemblée générale a rejeté les demandes patronales fixant à 22,3 millions \$ le montant de la contribution et les «hypothèses» d'augmentation de la tâche, de réduction du nombre de congés sabbatiques et de leur autofinancement. L'assemblée a également établi la contribution professorale à 17,3 millions \$ en termes bruts (16,7 en termes nets).

... et du SEUQAM

Les membres du SEUQAM, pour leur part, ont réaffirmé en assemblée générale que «le directeur du Service des ressources humaines

est, et doit demeurer, le supérieur immédiat des personnes salariées du SEUQAM du secteur enseignement et recherche, au sens de la convention collective, et qu'il s'agit là d'un préalable requis à la mise sur pied et au fonctionnement harmonieux des nouveaux secteurs académiques».

Deuxièmement, l'assemblée s'est prononcée en faveur d'une gestion des secteurs qui soit ouverte aux avis et besoins des différentes composantes (personnels, étudiants, etc.). Ce qui, aux yeux du SEUQAM, implique que «les doyens de secteur soient capables d'aller au-delà de leur mentalité de professeur et assument effectivement leur responsabilité de doyen». Enfin, l'assemblée a demandé qu'au moment où sera déter-

miné le mode de désignation du doyen, «le personnel de soutien, les chargés de cours et les étudiants disposent, dans les différents secteurs, d'une voix significative, tout en reconnaissant que les professeurs devraient disposer d'une voix prépondérante».

L'assemblée du SEUQAM a également adopté les états financiers 1996-1997 du syndicat, ainsi que le rapport du Comité de surveillance et la lettre d'entente de la classe 1 du secteur technique.

Élections au SPUQ

À leur dernière assemblée générale, les membres du Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ) ont procédé à l'élection de leurs représentants à diverses instances. En voici les résultats:

Conseil d'administration:

Bernard Élie, sciences économiques.

Commission des études:

Secteur des arts: André G. Bourassa, art dramatique.

Sous-commission des études de cycles supérieurs et de la recherche:

Secteur des arts: Françoise Le Gris, histoire de l'art et Louise Poissant, arts plastiques.

Secteur de l'éducation: Jean-Paul

Guillemot, kinanthropologie.

Secteur des sciences de la gestion: Ginette Legault, sciences administratives, et Nicolas Marceau, sciences économiques.

Activités intersectorielles: Jean-Claude Mareschal, sciences de la terre.

Sous-commission des études de premier cycle:

Secteur des sciences de la gestion: Louis Ménard, sciences comptables.

Sous-commission des ressources:

Secteur des arts: Jocelyn Jean, arts plastiques.

Secteur des sciences de la gestion: Yvon Fauvel, sciences administratives.

Secteur des sciences humaines: Robert Proulx, psychologie.

...Femmes (suite de la page 1)

vent également être interprétées, selon elle, comme le «résultat d'une consigne bien suivie». Tout groupe minoritaire, rappelle la sociologue, se fait dire que «la voie de la libération passe par l'éducation». De toute évidence, les femmes ont bien compris la leçon. Enfin, de souligner la professeure, on sait que les filles, de par leur socialisation, entretiennent dès le primaire une attitude différente en ce qui a trait à la conformité aux exigences, ce qui a contribué à favoriser leur réussite scolaire.

Selon Mme Descarries, le mouvement des femmes doit, bien sûr, continuer à faire la promotion de l'éducation auprès des filles, de manière à maintenir les acquis. Cependant, elle rappelle que le but visé n'est pas d'instaurer une suprématie féminine. La sociologue avoue qu'elle ne pensait pas avoir, «de son vivant», à se questionner sur la baisse des effectifs masculins dans les universités québécoises. Le seul portrait de la situation devrait toutefois, selon elle, amener les parents et les éducateurs à mettre l'accent sur la réussite scolaire des garçons, lesquels décrochent souvent dès le secondaire.

...GEIGER (suite de la page 1)

trois thèmes majeurs: la relocalisation industrielle et la zone franche afin de mieux comprendre les conditions de mobilisation sociale et les déterminants économiques qui prédominent dans l'analyse de phénomènes tels la mondialisation des échanges; la citoyenneté et la conscience territoriale ou, si l'on préfère, l'évolution du discours géographique sur la scène québécoise et son influence sur le sentiment de citoyenneté; enfin, l'intégration des facteurs humains et culturels dans les systèmes d'information géographique (SIG).

«Les retombées potentielles de toutes ces recherches sont aussi

Répartition en pourcentage des étudiants selon le sexe* Automne 1997 - UQAM

	Masculin %	Féminin %
• Au premier cycle		
Arts	31,4	68,6
École des sciences de la gestion	39,9	60,1
École supérieure de mode	39,5	60,5
Éducation	23,7	76,3
Lettres et communications	27,0	73,0
Sciences	62,7	37,3
Sciences humaines	41,4	58,6
Total du premier cycle	37,2	62,8
• Au deuxième cycle	48,4	51,6
• Au troisième cycle	44,6	55,4
TOTAL DE L'UNIVERSITÉ	38,5	61,5

* À partir des données obtenues du Registrariat de l'UQAM quant au nombre d'étudiants-es inscrits-es au trimestre d'automne 1997.

«Les pressions qui viendront de part et d'autre vont fort probablement contribuer à rétablir l'équilibre», ajoute-t-elle.

...mais des barrières demeurent

Par ailleurs, tient à souligner Mme Descarries, tout n'est pas

encore gagné pour les femmes. «Lorsqu'on examine les données de manière détaillée, on constate que dans l'ensemble des universités, la division sexuelle marque encore la distribution des effectifs étudiants, les femmes demeurant nettement sous-représentées en sciences pures et en génie, et surreprésentées dans les secteurs de l'éducation, des lettres et des arts». À ce sujet, notons qu'à l'UQAM, au premier cycle, plus de 75 % de la clientèle en éducation est composée d'étudiantes alors que leur proportion chute à 37 % dans le secteur des sciences. «Les changements traversent toutes les disciplines, mais on n'a pas encore réussi à briser les démarcations les plus fortes et les plus anciennes», constate la sociologue. Enfin, plus largement, Mme Descarries s'interroge: «La prépondérance des femmes à l'université reflète-t-elle le fait que de nos jours, on accorde moins d'importance à cette filière de formation?».

Un nouveau président au SEUQAM

Des élections ont eu lieu tout récemment à l'exécutif du Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM). La composition du comité exécutif sera, à compter du 1^{er} juin, la suivante:

Présidence: Roland Côté

Vice-présidence: France L'Hérault

Vice-présidence: Marcellin Noël

Direction du secteur bureau: Thérèse Fillion

Direction du secteur métiers-services: Michel Pruneau

Direction du secteur technique: Claude Deschênes

Direction du secteur professionnel: Luc Dupuy

Responsable à l'information: Michel Bolduc

Secrétariat et trésorerie: Denis Kearney

SOUTENANCE DE THÈSE

En communication

Mme Nathalie Nicole Bouchard

Scoop et les communautés interprétatives: sémiotique de la réception du téléroman québécois.

Direction de recherche:

M. René-Jean Ravault

Le 22 mai 1998

En linguistique

M. Jacques Lamarche

Terminalité en grammaire.

Direction de recherche:

M. Denis Bouchard

Le 8 mai 1998

En psychologie

Mme Véronique Lacroix

Développement langagier et cognitif d'enfants de divers milieux au cours des trois premières années de vie: relation avec l'environnement physique et les stimulations langagières maternelles.

Direction de recherche:

Mme Andrée Pomerleau

M. Gérard Malcuit

Le 15 mai 1998

En sciences de l'environnement

Mme Silvia Ivanova Todorova

Caractérisation et utilisation de Beauveria bassiana (Balsamo) Vuillemin dans les programmes de lutte biologique.

Direction de recherche:

M. Daniel Coderre

M. Jean-Charles Côté

Le 1er mai 1998

M. Marc Roulet

Géochimie du mercure dans la vallée de la rivière Tapajos, Amazonie brésilienne.

Direction de recherche:

M. Marc Lucotte

Le 8 mai 1998

Titres d'ici



Suivez le guide!

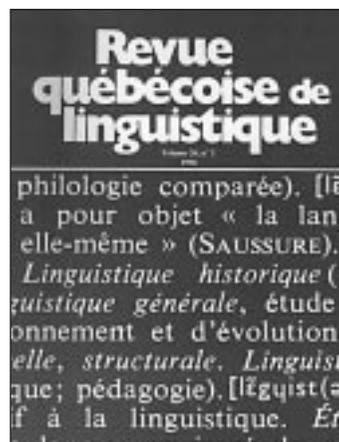
Cet ouvrage didactique, réalisé par France Lord, consultante en muséologie, et de Michel Allard, professeur au département des sciences de l'éducation de l'UQAM, présente des notions artistiques fondamentales permettant aux néophytes de profiter pleinement des moments uniques qu'offre une visite au musée d'art. Car, de rappeler les auteurs, «contempler une oeuvre d'art est certes bien agréable, mais comprendre et reconnaître ce que l'on voit, c'est encore mieux!». Pour ce faire, le guide propose une série de fiches de définitions regroupées sous trois thèmes: le langage plastique, les techniques et les grands

courants de l'art. Le lecteur peut ainsi se familiariser avec la terminologie courante (forme, texture, volume, perspective, etc.), les divers moyens d'expression utilisés par les artistes (dessin, peinture, sculpture, etc.) et les principaux mouvements en art moderne et contemporain (impressionnisme, fauvisme, cubisme, etc.). Ajoutons que des conseils pour rédiger la fiche signalétique d'une oeuvre sont également au menu. Paru aux Éditions Logiques, *Découvrir les oeuvres d'art* s'adresse à ceux qui désirent s'initier à l'art, ainsi qu'aux parents, enseignants et intervenants qui veulent jouer un rôle auprès des enfants dans le processus de découverte des mille trésors que recèle le musée d'art.

Linguistique

Dans sa dernière livraison, la *Revue québécoise de linguistique* (vol. 26, no 1, 1998), publiée par l'UQAM au rythme de deux numéros par année, aborde différents sujets susceptibles d'intéresser les chercheurs et les étudiants en linguistique. On y retrouve, entre autres, un article de Margaret Bento (Université René Descartes) dans lequel elle révèle les résultats de son enquête ayant porté sur 86 locuteurs - 45 enfants et 41 adultes - des régions de

Chicoutimi et de Québec. Son analyse montre qu'outre l'influence de l'environnement phonétique, les facteurs sexe et région d'origine contribuent à expliquer la variation linguistique des affriquées. Dans un

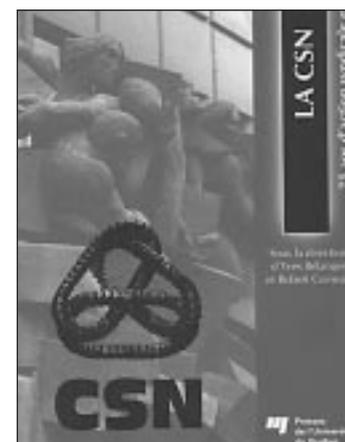


second article, Monique Demers (UQAC) traite du rôle discursif de la prosodie, en retenant comme matériau d'étude le discours rapporté en français québécois oral spontané. Une troisième analyse, sous la plume de Paul Pupier (UQAM), s'intéresse plus particulièrement aux expressions de valeur (ou évaluatifs) en français. Enfin, le dernier article, rédigé par Svetlana Vogeleeer (Institut Libre Marie Haps - Université libre

de Bruxelles), décrit, grâce au concept du point de vue, «les conditions sémantiques discursives et pragmatiques auxquelles doit satisfaire la phrase pour qu'un quand postposé puisse être interprété comme inverse».

Pleins feux sur la CSN

Réalisé sous la direction d'Yves Bélanger, politologue, et de Robert Comeau, historien, tous deux professeurs à l'UQAM, cet ouvrage propose un survol de l'histoire de la CSN et de son apport à la vie syndicale, pour ensuite aborder les orientations actuelles du syndicalisme ainsi que les grands enjeux de l'heure. Les textes qui composent la première partie du volume retracent donc l'évolution de la CSN et du mouvement ouvrier, de 1921 - date de la création de la CTCC - jusqu'à nos jours. La seconde partie traite de diverses caractéristiques qui ont marqué l'action collective de la CSN, qu'il s'agisse du rôle des conseils centraux et des syndicats affiliés, des relations avec les médias, du rapport à la loi, de la condition féminine, des droits de la personne, etc. Enfin, la dernière partie s'intéresse aux stratégies d'intervention syndicale et aux défis qui se posent «à l'heure où souffle le vent du néolibéralisme et



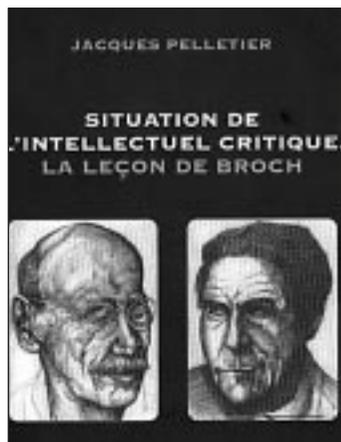
du désengagement de l'État». Notons que les textes regroupés dans *La CSN. 75 ans d'action syndicale et sociale* sont issus du 10e colloque consacré aux Leaders du Québec contemporain qui s'est tenu à l'UQAM au printemps 1997. L'ouvrage compte une trentaine de collaborateurs, parmi lesquels on retrouve des professeurs, des militants syndicaux et des personnalités publiques. Publié aux Presses de l'Université du Québec. 339 pages.

Titres d'ici

L'intellectuel critique est-il mort?

Les intellectuels contemporains sont-ils réduits à une fonction de plus en plus instrumentale qui les marginalise et les transforme en experts inoffensifs ou en amuseurs publics? Sont-ils encore en mesure de renouer avec la tradition critique qui les définissait naguère? Comment et jusqu'à quel point? Telles sont les questions auxquelles tente de répondre l'essai intitulé *Situation de l'intellectuel critique. La leçon de Broch*, rédigé sous la plume de Jacques Pelletier, professeur au département d'études littéraires de l'UQAM,

La première partie de l'ouvrage consiste en une étude descriptive et compréhensive de la situation des intellectuels aujourd'hui. Dans la deuxième partie se trouvent réunies des interventions de l'auteur dans des débats récents, remettant en question les conceptions régnantes dans le



champ des pratiques culturelles au Québec. Le troisième volet s'offre comme le récit d'une expérience militante. Enfin, en terminant, l'auteur évoque l'écrivain austro-allemand Hermann Broch comme une figure exemplaire de l'intellectuel engagé et responsable.

La ligne directrice et le principe d'unité des analyses et des prises de position exprimées dans cet ouvrage peuvent se résumer par la «défense et l'illustration» de l'intellectuel critique. Publié chez XYZ éditeur, collection documents, 227 p.

Néolibéralisme et privatisations

Voici réunis, dans un même ouvrage, une série d'analyses que quatre chercheurs de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM ont consacré au thème de la privatisation ainsi qu'un certain nombre d'articles qu'ils ont également publiés sur ce sujet dans *l'aut'journal*.

Comme les auteurs le soulignent dans la préface de leur ouvrage, il s'agit essentiellement de proposer au lecteur «un autre point de vue, constater empiriquement ce



qui arrive aux services et à leurs coûts suite à une privatisation. Sans se prononcer pour ou contre une privatisation, on peut montrer comment des scénarios catastrophistes peuvent flouer le public».

Dans cette perspective, on a donc choisi des études portant soit sur des privatisations éventuelles de

sociétés d'État ou d'organismes publics, soit sur des privatisations déjà réalisées. Dans le premier cas, on examine, par exemple, le sort de l'eau à Montréal et au Québec, l'avenir de la Société des alcools du Québec ainsi que le possible changement de statut d'Hydro-Québec. Dans le second cas, on analyse les privatisations respectives du stationnement à Montréal, des services alimentaires dans les hôpitaux, du Mont Sainte-Anne, de l'amiante, etc.

Et le tout, soulignons-le, traversé par cette importante question sociale: «Pourquoi créer des fortunes privées, alors que l'on pourrait créer de la fortune collective en offrant les mêmes services?»

Privatisations. L'autre point de vue. L.-P. Lauzon, M. Bernard, F. Patenaude et M. Poirier, Éditions du Renouveau québécois et Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 1998, 266 p.

Pour enfants et adolescents

Camps d'été en arts visuels et en sport



Du 29 juin au 21 août, *Les cours du samedi de l'UQAM*, organisme à but non lucratif, offre aux enfants des camps d'été en arts visuels et en sport sous le thème *De l'art dehors*.

Ce programme comporte deux volets bien distincts. Le camp «arts visuels» vise à permettre aux enfants de sept à 10 ans, et aux adolescents de 11 à 15 ans, de prendre contact avec l'art contemporain grâce à dif-

férents ateliers et sorties à vocation culturelle: visites d'ateliers d'artistes, de musées, de galeries, de parcs, etc. On cherchera également à développer la créativité de l'enfant et de l'adolescent à travers une production personnelle en arts plastiques. Plusieurs techniques seront alors abordées telles que dessin, peinture, gravure, modelage et procédés mixtes. Chaque semaine se terminera par une exposition de travaux.

Par ailleurs, le camp «art et sport», organisé en collaboration avec le camp Découverte Soleil (UQAM), propose aux enfants de huit à 11 ans une initiation aux arts plastiques (dessins, peintures, procédés mixtes), des sorties culturelles et des activités sportives: sports individuels et collectifs, jeux coopératifs, baignade, relaxation, etc.

Ces activités se dérouleront du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h. Des frais de 105 \$ par semaine sont prévus. Une période d'inscription et d'information téléphonique aura lieu du 6 au 9 mai, de 9 h à 12 h au 987-3453. À noter que les participants devront apporter deux collations, un dîner et porter des vêtements appropriés pour le travail d'atelier et pour les sorties.

Travaux d'étudiants au Centre de design

Du 7 au 17 mai prochains, le Centre de design présente une exposition réunissant les travaux réalisés par les étudiants finissants du programme de design de l'environnement. Le vernissage aura lieu le mercredi 6 mai, à 20 h. Par ailleurs, du 28 mai au 7 juin, ce sont les travaux des étudiants du programme

de design graphique qui seront exposés. Le Centre est situé au 1440, rue Sanguinet. Il est ouvert du mercredi au dimanche, de midi à 18 h. L'entrée est libre. Pour de plus amples informations, on peut téléphoner au 987-3000, poste 3395. Télécopieur: 987-3600.